

miques, alimentaires et autres de ces dernières années. Les liens qui se sont multipliés de la sorte entre des pays de plus en plus nombreux ont donné un sens bien plus concret qu'auparavant à ce qu'on appelle «la communauté internationale».

### **Coopération «globale»**

La transformation consécutive du monde s'accélère si rapidement de nos jours qu'on en vient à parler d'un «village global». Dans celui-ci, les relations internationales du Canada, tout comme celles des autres pays industrialisés, apparaissent sous un jour nouveau: l'«aide», par exemple, ne peut plus donner l'illusion d'être une voie à sens unique. Les grands débats internationaux révèlent de façon de plus en plus évidente, depuis 1974, que la solution d'une foule de problèmes se posant aux pays riches ne pourra être trouvée sans la collaboration des pays en développement: de l'approvisionnement en pétrole, en produits et denrées essentiels jusqu'au maintien de la paix lui-même... «Aimer ou mourir ensemble, il n'y a pas d'autre ressource», disait Camus du destin de l'humanité.

Comme le milieu où elle s'exerce, la coopération ne peut être que «globale». C'est le premier point souligné dans la *Stratégie canadienne de coopération pour 1975-1980*. Le concours du Canada au développement international est défini comme une utilisation coordonnée de toutes les ressources appropriées et disponibles du pays, qu'elles soient publiques ou privées, industrielles, commerciales ou agricoles. Les ministères de l'Industrie et du Commerce, de l'Agriculture, de la Santé et du Bien-être social, pour ne mentionner que ceux-là, ajoutent à leur souci permanent d'exercer au mieux leurs activités spécifiques celui de veiller à ce que celles-ci favorisent, dans toute la mesure du possible, le succès des efforts que déploie le Tiers-monde pour sortir du sous-développement.

Il fallait bien qu'on en vînt à une telle «approche multidimensionnelle». Après une décennie et demie consacrée par les Nations unies au développement international, force est de constater que les transferts de ressources, «à des conditions de faveur», des pays riches vers les pays pauvres — ce que l'on appelle l'«aide», au sens strict du mot — n'ont pas empêché l'écart de s'agrandir entre les premiers et les seconds. De 1970 à 1975, l'ensemble du Tiers-monde a vu son pouvoir d'achat subir une baisse de l'ordre de quatorze milliards de dollars. Les pays en développement n'avaient pas attendu que